

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	- (2021)
Heft:	2
Artikel:	L'OSCE : 30 ans après la fin de la guerre froide, transformation de sa géographie politique et de son espace diplomatique
Autor:	Lambert, Alexandre / Schmidt, Thomas
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-977663

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La délégation des Relations internationales Défense (IB V) et la délégation suisse auprès de l'OSCE.

Photo © Auteurs.

International

L'OSCE : 30 ans après la fin de la guerre froide, transformation de sa géographie politique et de son espace diplomatique

Alexandre Lambert, col Thomas Schmidt

Directeur académique et membre fondateur de l'Institut d'études géopolitique de Genève, Conseiller d'ambassade et conseiller politico-militaire de la Mission permanente suisse auprès de l'OSCE à Vienne

De plus en plus méconnu par un public large, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est la plus grande organisation régionale de sécurité au monde, si l'on se réfère à l'espace géographique qu'elle occupe ainsi qu'au nombre d'Etats participants. S'étendant pratiquement à travers toute l'hémisphère nord, de Vancouver à Vladivostok, elle englobe tous les pays européens, la Turquie, les pays qui appartenaient à l'Union soviétique – y compris la Russie – ainsi que le Canada et les États-Unis. Vue depuis une perspective occidentale, elle comprend tous les Etats appartenant à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à l'Union européenne (UE) ainsi qu'au Conseil de l'Europe (CdE). D'ailleurs avec ce dernier, l'OSCE représente également une des organisations pan-européennes au sein de laquelle la Russie fait partie intégrante des membres constitutifs, sinon identitaires – et non pas antagonistes.

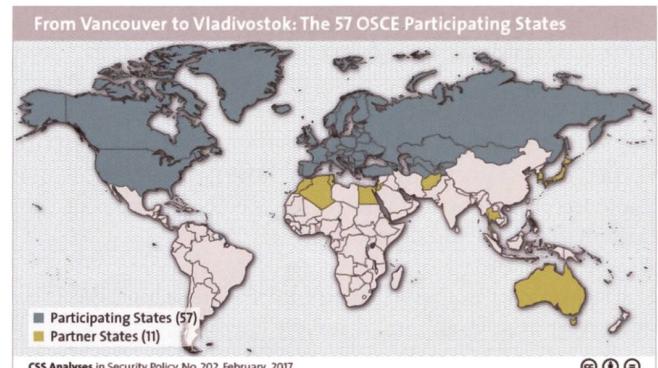
L'OSCE est née historiquement pendant la phase de détente de la Guerre froide au début des années 1970. En fait, parce qu'elle a été initiée par la fameuse conférence de sécurité et de coopération en Europe à Helsinki (1973-75), son acronyme officiel était CSCE. C'est seulement après la fin de la Guerre froide, lors du sommet de Budapest en 1994, que les Etats participants décidèrent de transformer la CSCE en une organisation permanente, l'OSCE, dont le secrétariat principal fut établi à Vienne. La particularité de la CSCE/OSCE, qui représente également sa plus-value innovatrice, est le fait qu'elle ne se définit pas comme une alliance militaire (comme l'OTAN) mais qu'elle poursuit une approche basée sur la sécurité coopérative. Ainsi, son existence n'est pas due au besoin, perçu ou réel, d'une défense collective par un groupe de pays alliés contre un ennemi extérieur, voire contre une autre alliance militaire antagoniste. Bien au contraire, déjà durant la Guerre froide, la région de la CSCE comprenait précisément les deux blocs et alliances militaires ennemis, à savoir l'OTAN

et le Pacte de Varsovie, ainsi que tous les autres Etats non-alliés (comme par exemple l'ex-Yougoslavie) et neutres tels que la Suisse, l'Autriche, la Finlande, la Suède, ou encore l'Irlande.

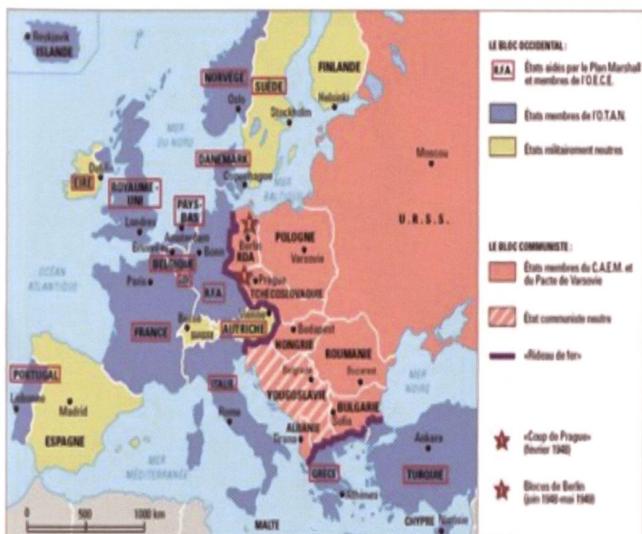
Et parce que l'OSCE ne fut jamais une alliance militaire à laquelle les Etats neutres ne sont, selon le droit international, pas autorisés à adhérer, la Suisse a été un Etat participant à la CSCE/OSCE depuis Helsinki. Cette organisation régionale représentait traditionnellement le véhicule principal et préférentiel de la politique étrangère et de sécurité helvétique en tant que contribution à la sécurité régionale en Europe. Pourtant, le vecteur de la coopération sécuritaire régionale de la Suisse, comme pour bien d'autres pays en Europe, a changé nettement depuis la fin de la guerre froide, un sujet qui sera développé dans le chapitre suivant.

Ainsi, bien que l'OSCE n'établisse pas un système de défense collective, voire un collectif de défense

Espace géographique de l'OSCE.¹



militaire, elle contribue tout de même à la sécurité collective dans l'espace politico-militaire qu'elle occupe

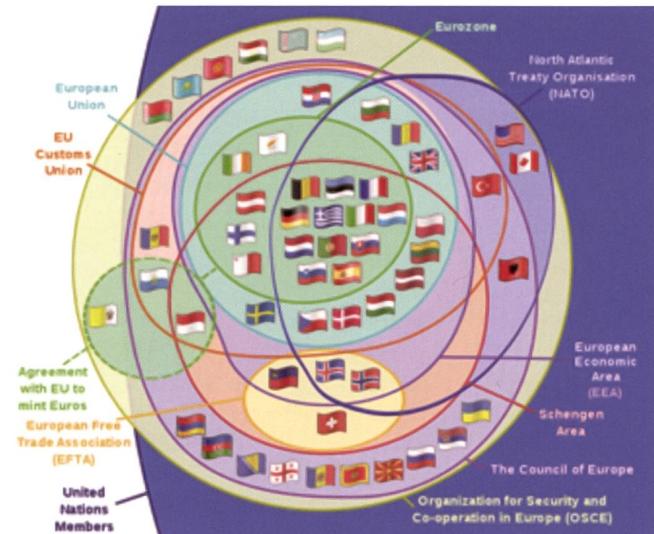


Géographie politico-militaire de l'Europe pendant la guerre froide.²

géographiquement et diplomatiquement. Son rôle est comparable au système de la sécurité collective des Nations Unies, mais limité régionalement (l'Europe) et tout en figurant parmi les organisations régionales statutaires au sens du chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Représentant ainsi également un régime de sécurité régionale, terme utilisé entre autres dans le droit international, l'OSCE est basée sur le principe de la diplomatie multilatérale avec pour objectif principal l'établissement d'un système régional de prévention des conflits entre les Etats participants. L'organisation est donc spécialisée dans ce qu'on appelle la diplomatie préventive (collective).

Dans cette optique, parmi les mécanismes et les institutions distinctes et mondialement renommés que la CSCE/OSCE a développés, figure ce qu'on appelle des mesures de confiance et de sécurité (*Confidence- and Security-Building Measures, CSBMs*). Par conséquent, l'approche et même la culture institutionnelle de l'OSCE est celle de la sécurité coopérative, caractérisée par les décisions prises en consensus, ce qui est pratiqué dans la vaste majorité des organisations multilatérales. Finalement, l'OSCE se distingue dans la mesure où, en dehors de la dimension politico-militaire, elle traite également les questions relatives à la dimension humaine ainsi qu'à la dimension économique et environnementale de la sécurité, promouvant effectivement un concept de sécurité multidimensionnelle.

L'OSCE est sans doute une institution de sécurité régionale unique en son genre, originale, voire innovatrice, aussi du fait que la Russie y siège au même rang que les Etats-Unis. Néanmoins il faut préciser que son rôle reste complémentaire aux autres institutions régionales en Europe. Bien qu'elle n'ait jamais été en compétition avec d'autres institutions, il faut tout de même rappeler que l'OSCE englobe littéralement toutes les autres institutions régionales du Vieux Continent.



Architecture institutionnelle de l'Europe.

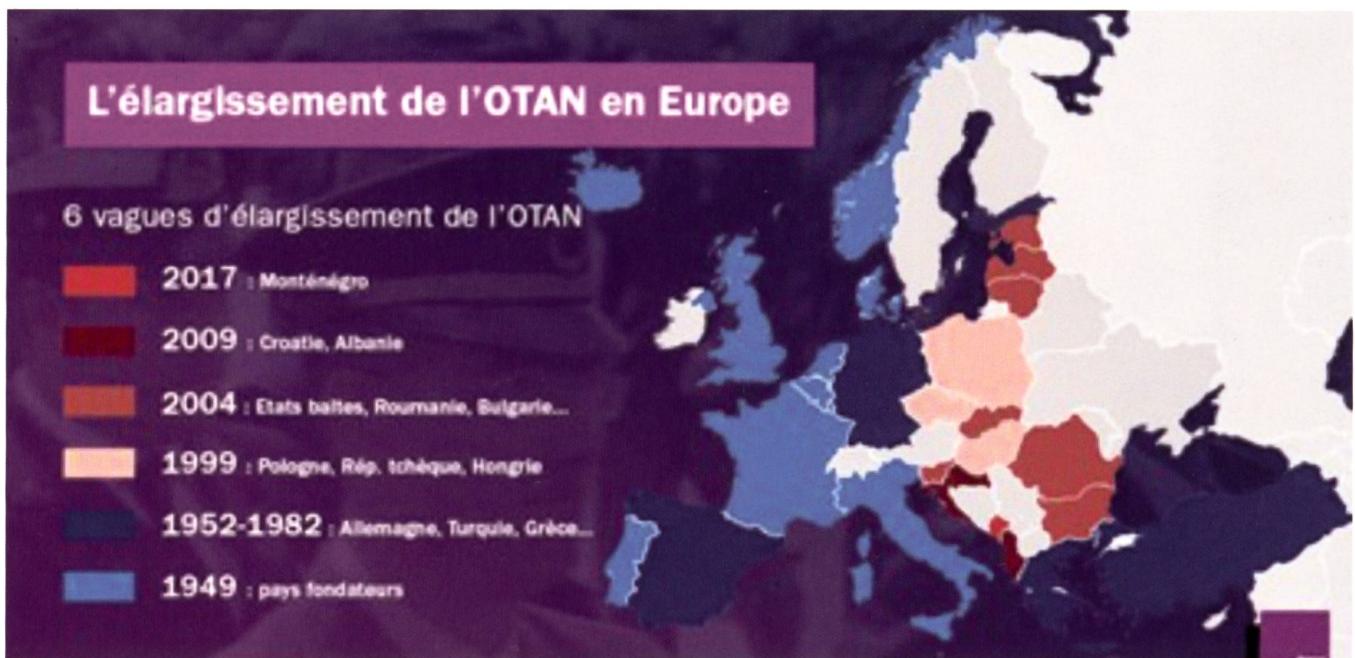
tant au niveau de l'espace géographique qu'elle occupe que par la dimension des Etats participants. Prenant en considération ses dimensions euro-atlantiques et eurasiatiques et son étendue universelle (régionalement), elle est en quelque sorte devenue la mère de toutes les autres institutions européennes.

Après la chute du mur de Berlin : Transformation géopolitique et diplomatique de l'Europe

Alors même que la CSCE/OSCE a nettement contribué à surmonter et mettre un terme à la Guerre froide en Europe, c'est justement la fin de cette période qui a déclenché des processus et dynamiques de réformes stratégiques des secteurs de la sécurité au point de remettre sérieusement en question la raison d'être même de l'organisation. Car seulement un an après la chute du mur de Berlin et les négociations respectives entre les Etats-Unis et l'Union soviétique en vue de la réunification de l'Allemagne en 1990, non seulement l'Union soviétique mais également le Pacte de Varsovie se sont soudainement effondrés (1991), et encore un an plus tard, même l'ancienne Yougoslavie est entrée dans une phase sécessionniste et guerrière menant à son démembrément – un processus, qui a renversé complètement le cadre (géo-) stratégique de l'Europe. Tous les anciens pays communistes, c'est-à-dire les pays membres du Pacte de Varsovie, les anciennes républiques de l'Union soviétique, avec en son cœur la Russie elle-même, ainsi que les anciennes républiques socialistes yougoslaves, ont déclaré leur indépendance au bout de quelques années. Tous ces nouveaux pays souverains émergeant sur la carte de l'Europe sont par la suite devenus aussi de nouveaux Etats participants à part entière de l'OSCE et du CdE. Cette situation nouvelle altéra par la suite sensiblement les caractéristiques du dialogue multilatéral au sein des deux organisations pan-européennes, reflétant les nouveaux enjeux géopolitiques et géoéconomiques de la nouvelle Europe de l'après-guerre froide.²

membre de l'Alliance.

¹ *Le Monde diplomatique*, cartes : « L'Europe de la guerre froide », <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/europeguerre froide>. L'Espagne a rejoint l'OTAN seulement en 1982 en tant que 16^e Etat



Differentes phases d'élargissement de l'OTAN.⁴ © Radio France.

La raison principale du changement qualitatif au sein de l'architecture politico-militaire et politico-économique en Europe depuis 1990 fut l'élargissement de l'OTAN et de l'UE aux pays de l'Est. Tandis que la Russie post-soviétique sous l'administration Eltsine, durant les années 1990, restait économiquement voire stratégiquement affaiblie, et avant qu'un certain Vladimir Poutine ne monte en scène en 2000, l'OTAN avait en 2004 non seulement intégré tous les pays de l'Europe du Centre-Est qui auparavant appartenait au Pacte de Varsovie, donc du bloc adversaire durant la Guerre froide (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie), mais également les trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), ainsi que la Slovénie qui appartenait à l'ex-Yougoslavie. Puis, surtout à la suite de la deuxième intervention militaire (après celle en Bosnie-Herzégovine) de l'Alliance atlantique en Serbie (conflit du Kosovo, 1999) qui a stratégiquement servi l'Alliance atlantique pour repousser la Russie des Balkans et la priver entre autres de son allié historique et culturel dans la région, la Serbie, trois autres pays de l'Europe du Sud-Est ont rejoint les rangs de l'OTAN depuis lors : la Croatie et l'Albanie en 2009, ainsi que le Monténégro en 2017, suite à sa séparation préliminaire de la Serbie, la privant ainsi d'un accès direct à la mer Adriatique (pour mieux percevoir les différentes phases d'élargissement de l'OTAN depuis sa création pendant la guerre froide, voir la carte).

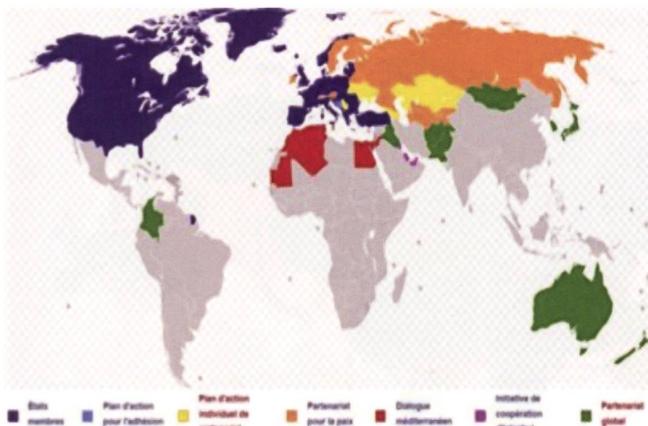
Pour ce qui est des phases d'élargissement de l'UE et afin de comprendre la nouvelle dynamique géopolitique de l'Europe, il faut retenir que celles-ci ont toujours été précédées par celles de l'Alliance atlantique. Cela suggère que l'UE s'est simplement limitée à imiter le repositionnement géostratégique de l'OTAN, ce qui est

³ Renard, Camille, «Pourquoi l'OTAN continue à s'élargir vers l'est», *France Culture*, 6 juin 2017, <https://www.franceculture.fr/geopolitique/pourquoi-lotan-continue-selargir-vers-lest>.

particulièrement significatif si l'on veut comprendre le nouveau dialogue sécuritaire mené à Bruxelles vis-à-vis de la Russie. Or, il est impossible d'interpréter les tensions historiques entre Moscou, Bruxelles et Washington autour de la crise en Ukraine en 2014, qui ont mené l'Europe au bord de la troisième guerre mondiale. Le nouveau jeu d'échec en Europe se révèle notamment être nettement différent et moins favorable pour la Russie que lors de la Guerre froide. Car ce que l'on appelle désormais la communauté euro-atlantique, le conglomérat implicite entre l'OTAN et l'UE, s'étend aujourd'hui partiellement jusqu'à la frontière russe accompagné de cliquetis de sabres et de stationnements de troupes. De plus, pendant les années 1990, l'OTAN avait également mise en place une nouvelle plateforme de coopération pour quasiment tous les pays européens (y compris les pays neutres) et les pays post-soviétiques, permettant à ces États de collaborer avec l'Alliance atlantique politiquement et militairement selon un principe d'un partenariat. La branche politique fut appelée Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), également basée à Bruxelles, tandis que la branche militaire fut créée sous le nom de Partenariat pour la paix (PpP), dont même la Suisse fait partie depuis 1996. Avec ce programme, l'OTAN a non seulement *de facto* coopté quasiment l'intégralité de l'espace politico-sécuritaire de l'OSCE, mais elle a aussi littéralement mondialisé son portefeuille de collaborations multiples bien au-delà de l'Eurasie.

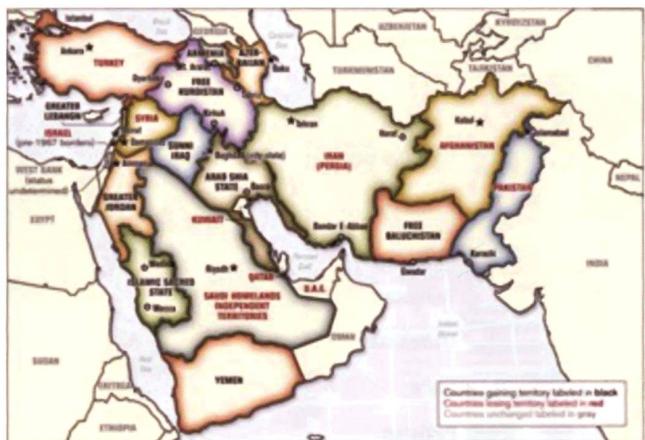
Bien que la Russie fasse techniquement partie du CPEA et du PpP, et que l'OTAN ait mis en place un conseil

⁴ Mosca, Luigi, «Le complexe USA/Otan à la recherche sans fin d'un ennemi. Quelle issue serait possible ?» *Pressenza*, 17 mai 2020, <https://www.pressenza.com/fr/2020/05/le-complexe-usa-otan-a-la-recherche-sans-fin-dun-ennemiquelle-issue-serait-possible>.



consultatif avec la Russie (conseil OTAN-Russie), l'Alliance a fini non seulement par encercler la Russie géo-stratégiquement mais aussi militairement, du moins dans la perception de Moscou. Cette situation est en train de s'aggraver, d'autant que l'UE démontre une tendance à s'aligner de plus en plus stratégiquement avec l'Alliance atlantique. Ce processus a causé l'isolation diplomatique graduelle de la Russie au sein du dialogue sécuritaire en Europe. Et c'est bien le Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) de l'OSCE qui reflète par excellence ces tendances, d'autant que l'UE est devenue elle-même en quelque sorte un nouvel Etat participant de l'OSCE, que sa délégation tend même à dominer, voire quasiment encadrer diplomatiquement la position stratégique de ses Etats membres au sein de l'OSCE en se prononçant en leur nom tandis que les prises de position nationales ne semblent plus permises. Concrètement, le délégué de l'UE se met à la place du représentant national de l'Etat assumant actuellement la présidence de l'UE et utilise le droit à la parole de cet Etat. Enfin, depuis quelque temps, même l'OTAN a le droit de déployer un observateur au FCS. Dans la perspective de la Russie, ce transfert de poids des États membres à l'UE est clairement perçu comme une humiliation diplomatique, d'autant que la culture traditionnelle de sécurité coopérative s'est progressivement détériorée en ce que l'on appelle en anglais un exercice collectif de *Russia-bashing*, donc un dénigrement de la Russie au sein de l'OSCE. Certains pays ont même proposé d'inclure une nouvelle formule de vote : En finir avec le consensus et adopter le « consensus moins 1 », donc en excluant diplomatiquement la Russie – ce qui égalerait ni plus ni moins à la fin de la sécurité

⁵ Cette situation peut souvent mener à des hiatus diplomatiques. Par exemple, depuis l'éclatement de la crise en Ukraine, les représentants de l'UE, dans leurs rapports et témoignages officiels, souvent cosignés par un certain nombre d'Etats membres de l'Union, prétendent que la Russie aurait non seulement annexé la Crimée mais également Sébastopol, sans préciser que la Russie et l'Ukraine avaient un arrangement qui permettait à la Russie d'y laisser stationner sa flotte navale de la mer Noire. Curiosité diplomatique, jamais aucun Etat membre de l'UE semble n'avoir pris l'initiative de corriger ce hiatus alors que l'OTAN aurait été prête sans doute à y installer une base navale, par exemple au moment où la Russie aurait justement échoué à annexer la Crimée. Un tel scénario aurait non seulement représenté une menace existentielle pour la Russie mais cela aurait prévenu la Russie d'intervenir efficacement en Syrie pour combattre l'Etat islamique.



coopérative en Europe.

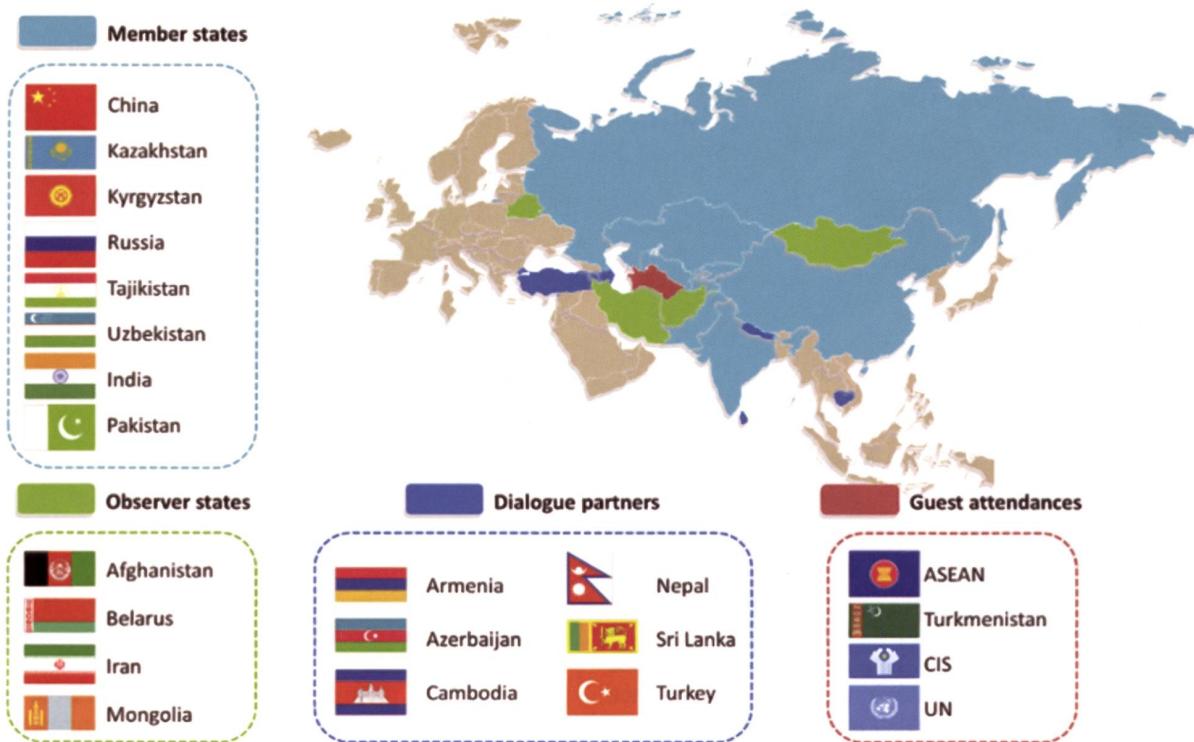
Ukraine, Syrie, Turquie, Chine : La nouvelle géopolitique de l'Eurasie

Pour mieux comprendre à quel point la situation en Europe est devenue volatile et dangereuse, voire potentiellement plus explosive que pendant la Guerre froide, il faut prendre en considération un certain nombre d'aspects additionnels.

Premièrement, il n'y a plus de balance de pouvoir entre deux blocs égaux : désormais, en Europe, en tout cas en ce qui concerne la nouvelle dynamique multilatérale au sein de l'OSCE, le nouveau jeu stratégique ressemble à un « tout le monde contre la Russie ». Le débat sur les raisons à l'origine de cette crise, qui oppose à nouveau l'Occident à la Russie, dépasserait largement le cadre de cet article. Ce qu'il faut néanmoins signaler, c'est le fait que la stabilité sécuritaire en Europe est sérieusement remise en cause, d'autant que la Russie reste l'une des puissances nucléaires les plus avancées et puissantes de la planète, uniquement défiée par les Etats-Unis. Etant donné que certains conseillers néo-conservateurs à la sécurité nationale des Etats-Unis suggèrent même une guerre nucléaire limitée contre la Russie, il semble parfaitement plausible qu'un tel scénario puisse rapidement déclencher une réaction en chaîne aboutissant à un conflit nucléaire mondial, dont la conséquence ultime, faut-il le rappeler, serait l'extinction de toute vie sur terre.

Deuxièmement, sous les administrations des Présidents Bush Junior et Obama, les Etats-Unis ont agressivement poussé des pays comme la Géorgie et surtout l'Ukraine à rejoindre l'Alliance atlantique alors que des experts américains constataient avec un certain regret que leur gouvernement avait franchi une nette ligne rouge en prenant le risque de pousser ainsi la Russie de Vladimir Poutine à réagir avec des mesures de realpolitik brute. Les conséquences furent l'annexion de la Crimée et un nouveau front de conflit dans l'Est de l'Ukraine⁶.

⁶ Mearsheimer, John, « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault : The Liberal Delusions That Provoked Putin », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2014, <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>. Voir aussi



Chossudovsky, Michel, « Historic Shift in Geopolitical Alignments: India and Pakistan Join Shanghai Cooperation Organization (SCO) », Maps & Conflicts Database, 3 août 2017, <https://maps.southfront.org/historic-shift-geopolitical-alignments-india-pakistan-join-shanghai-cooperation-organization-sco>.

Troisièmement, les ramifications des multiples interventions militaires occidentales au Moyen-Orient, d'abord en Irak (2003), en Libye, et surtout en Syrie, et par conséquent l'émergence de l'Etat islamique, ont contraint la Turquie à revoir sa propre politique étrangère sécuritaire après avoir tenté en vain – depuis plus de 40 ans – d'accéder à l'UE. Même au sein de l'OTAN, la Turquie ne semble plus vraiment la bienvenue : l'OTAN semble avoir utilisé une nouvelle carte du Moyen-Orient (voir ci-dessous) lors d'un exercice militaire au Collège de défense de l'Alliance à Rome, qui montrait une Turquie – donc un membre fondateur de l'Alliance atlantique, qui avait joué un rôle clé durant la Guerre froide en empêchant l'extension de l'Union soviétique vers le Moyen-Orient ! – coupée littéralement en deux. Sur la carte, le territoire de la Turquie était amputé dans la partie orientale d'un Kurdistan libre. L'ironie dans cette histoire : Moscou et Ankara ont collaboré étroitement afin de vaincre l'Etat islamique et le port naval des forces armées russes à Sébastopol en Crimée a joué un rôle décisif lors de cette victoire. Subissant – à juste ou à faux titre – des reproches, des pressions et des sanctions, faute d'opportunité de pouvoir collaborer raisonnablement avec l'Occident, la Russie et la Turquie se sont progressivement rapprochées et se sont tournées vers l'Est pour constituer un pivot vers l'Asie, s'approchant stratégiquement de la Chine, qui s'apprête à devenir la nouvelle superpuissance planétaire du XXI^e siècle.

La Chine, de son côté, ne s'attarde pas à reconstruire institutionnellement l'Eurasie, enjeu qui contribuera à recalibrer la politique géographique de l'OSCE. Mais cette fois, que cela nous plaise ou non, le reformatage proviendra de l'Asie. La communauté euro-atlantique se trouvant dans une impasse de confrontation avec les Russes et les Turcs, risque de perdre définitivement ces deux atouts décisifs face la Chine qui graduellement devient sa rivale géostratégique principale. Déjà en 2001, lorsque l'ensemble des pays occidentaux était entièrement absorbé par les événements du 11 septembre, la Chine, en se lançant dans une guerre mondiale contre le terrorisme aventurière, adhérait à l'Organisation mondiale du commerce, renforçait son partenariat stratégique avec la Russie et lançait avec Moscou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Même si cette dernière ne constitue pour l'heure pas une alliance militaire formelle, elle dispose d'un potentiel pouvant stratégiquement faire face à l'extension de l'OTAN en Eurasie. Entre temps, l'Inde et le Pakistan sont devenus de nouveaux membres de l'OCS, l'Iran est à deux doigts d'y accéder et la Turquie se trouve déjà parmi les invités préférentiels.

Enfin, l'espace géopolitique et géoéconomique de l'Eurasie, qui constitue le plus grand morceau stratégique de la politique géographique de l'OSCE, est en train de changer de manière dynamique. Dans ce processus, la position de l'Europe en tant que pôle central s'effrite irréversiblement. Ainsi les deux clashs entre Moscou et Bruxelles, qui ont mené aux conflits armés en Géorgie (2008) et en Ukraine (2014), illustrent bel et bien ce nouveau contexte rempli de tensions et de rivalités géoéconomiques entre l'UE d'un côté et l'Union (ou



Union européenne contre Union eurasiatique.⁸

Commission) eurasiatique de l'autre. Cette dernière, dont la Biélorussie (*sic !*) fait partie intégrante, a récemment été rappelée à l'ordre par la Russie, ayant mis en œuvre une initiative du Kazakhstan lancée une vingtaine d'années en arrière. De plus, comme indiqué plus haut, ces tensions s'inscrivent dans un contexte stratégique dans lequel l'UE prend de plus en plus une position antirusse dans sa propre politique étrangère et sécuritaire, reflétant une aliénation de fait avec l'OTAN.

L'Eurasie est le théâtre d'une nouvelle génération de rivalités entre grandes puissances, qui reflète une nouvelle balance des pouvoirs entre un Occident élargi vers l'Europe de l'Est d'une part et une Russie tournée stratégiquement vers l'Asie d'autre part. La Chine, tout juste une année avant l'éclatement du conflit dans l'Est de l'Ukraine, avait lancé la Nouvelle route de la soie (2013), un projet aux proportions historiques, dans le but, entre autres, de mettre en place la construction d'infrastructures à grande échelle à travers l'Eurasie, la Russie y jouant un rôle clé. Puis dans le courant de l'année où éclata le conflit en Ukraine, les BRICS⁹ lancèrent à leur tour la Nouvelle banque du développement, un établissement qui pourrait évoluer jusqu'à être une rivale directe de la Banque mondiale, gérée *de facto* par les Etats-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, le plus grand potentiel de redéfinition des paramètres géoéconomiques en Eurasie et au-delà incombe à la nouvelle Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, lancée par Beijing en 2015. Le succès éclatant qu'elle a connu à travers le monde dès ses débuts laisse présager un potentiel de compétition avec le Fonds monétaire international, également contrôlé par Washington.

En conclusion, la transformation de la géographie politique et de l'espace diplomatique de l'OSCE depuis

⁸ Lambert, Alexandre, « Geopolitics of China's New Silk Road : Return of Geography and Reset of the Historical Clock », Rome (Araène), janvier 2021.

⁹ Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud.

¹⁰ Yonglong, Chen, « AIIB Is Not to Challenge the U.S. Dominance », *China & US Focus*, 16 avril 2015, <https://www.chinausfocus.com/foreign-policy/aiib-is-not-to-challenge-the-u-s-dominance>.



Etats participants à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures⁹

la fin de la guerre froide a conduit l'organisation dans une impasse caractérisée par un blocage quasi total de son dialogue sécuritaire, remplacé désormais par un monologue de sourds où la majorité des Etats participants occidentaux, encadrés par les directives provenant explicitement et implicitement de Washington et Bruxelles, ont tendance à pointer leurs doigts vers la Russie en l'accusant collectivement d'être à elle seule à l'origine de ce blocage. Cet article a pour objectif de démontrer, à l'aide de la méthode d'analyse géopolitique, qu'en réalité les enjeux sécuritaires en Europe et dans le monde ne sont que rarement noirs ou blancs. L'étude seule de la géographie nous permet d'apprendre pourquoi il reste illusoire de croire qu'il est possible de structurer le discours dans le domaine des relations internationales simplement en fonction de la qualité démocratique, perçue ou réelle, d'un pays et que cette catégorisation peut servir de base de travail pour définir les objectifs d'une politique étrangère nationale, voire une stratégie de sécurité et de défense.

Tandis que l'OSCE, comme la vaste majorité des organisations multilatérales, n'est que le miroir des décisions que prennent ses Etats participants dans leurs politiques étrangères respectives, et qu'elle n'a donc ni le pouvoir ni les compétences de décider au-delà de ce que les Etats participants décident en consensus, elle devrait tout de même bénéficier de l'analyse du nouveau contexte stratégique de l'Eurasie. Face aux nouveaux enjeux et aux nouvelles institutions qui ont émergé majoritairement en Asie, il serait peut-être temps pour l'OSCE de s'ouvrir à de nouveaux membres, d'introduire un nouveau statut de pays observateurs, ou même d'appliquer ce même statut pour des institutions tierces, par exemple pour l'OCS. Son statut politiquement contraignant et universel, son approche holistique de la sécurité, son caractère coopératif et ses mesures de confiance et de sécurité confèrent à l'OSCE une originalité institutionnelle sans pareil qui pourrait même interroger la Chine.

suite page 11 >